

*Débat spécial*

En fait, et je le dis à grand regret, lorsqu'un député de mon groupe parlementaire a demandé vendredi dernier à la ministre quelles étaient les intentions du Canada, elle n'a pas répondu à la question. Puis, elle a quitté le Parlement et a tenu une conférence de presse pour aborder exactement les mêmes questions.

Comment faire naître la confiance en négligeant le Parlement? Impossible de susciter la prise de conscience, la compréhension, le soutien et la bonne volonté quand le gouvernement manque à ses devoirs envers la Chambre. Ce n'est pas la Chambre elle-même qui est importante, mais bien ce qu'elle représente, c'est-à-dire 26 millions de Canadiens qui veulent participer et qui ont besoin de participer à la définition de cette nouvelle responsabilité que le Canada s'apprête à assumer sur la scène mondiale.

Les Canadiens se posent des questions sérieuses. Certains de mes collègues m'ont demandé aujourd'hui, comme d'autres Canadiens, ce que comporte cet engagement. Les troupes canadiennes vont-elles être entièrement appuyées? Vont-elles avoir tout le matériel nécessaire? Seront-elles bien appuyées sur le plan du commandement, de la logistique et de l'approvisionnement?

Ces sont là des questions honnêtes que se posent les parents, les mères et les amis des militaires que nous envoyons là-bas.

C'est pourquoi il est absolument essentiel et crucial que nous démocratisions notre processus décisionnel, particulièrement lorsqu'il s'agit d'envoyer nos forces dans des situations dangereuses comme c'est le cas ici.

J'espère que la ministre s'engagera enfin à démocratiser la façon dont les décisions sur ces questions cruciales sont prises et à permettre au Parlement de jouer le rôle qui lui a été confié à l'origine, à utiliser le Parlement, au lieu de le contourner, pour définir une entente fondamentale, ou un contrat si vous préférez, entre les Canadiens en cette période difficile.

Il y a aussi des questions qui doivent être soulevées relativement aux signaux contradictoires que nous recevons du gouvernement. Mercredi dernier, le ministre des Finances a présenté un mini-budget qui réduisait encore considérablement le budget de fonctionnement du ministère de la Défense nationale. Il ne réduisait pas le budget des dépenses en capital, il ne changeait rien aux achats d'hélicoptères ou de sous-marins ou de quoi que ce soit d'autre, mais il réduisait le budget de fonctionnement. Pourtant, seulement une semaine auparavant, le ministre des Finances avait dit que nos activités de maintien de la paix devaient être restreintes parce qu'il n'y avait pas assez d'argent pour appuyer nos efforts.

Nous entendons des généraux canadiens dire que nous ne pouvons rien faire de plus faute d'argent et que nous avons atteint la limite, mais le gouvernement continue quand même de réduire le budget du ministère de la Défense nationale.

D'une part, nous faisons des promesses, nous nous engageons à jouer un rôle que le reste du monde veut nous confier parce qu'il reconnaît que nous avons la compétence et l'expérience nécessaires, mais, d'autre part, nous limitons considérablement notre capacité de monter une initiative de maintien de la paix.

Fondamentalement, nous devons établir une synergie plus étroite entre notre politique de défense et notre politique extérieure. Nous devons modifier fondamentalement notre politique en matière de défense, c'est-à-dire délaissier les priorités liées à la guerre froide pour nous tourner vers celles qui ont trait au maintien de la paix et nous assurer qu'il y a suffisamment de fonds et de ressources affectés pour que cela soit possible. En quoi consiste ce nouveau rôle et comment bien réaffecter et redéployer les ressources pour que cela soit possible? Voilà d'autres questions dont le Parlement doit discuter sérieusement.

À mon avis, après avoir entendu la nouvelle, les Canadiens, tout comme les citoyens d'autres capitales et pays, se sont posé la question fondamentale suivante: Si nous sommes prêts à déroger au rôle traditionnel du maintien de la paix pour fournir une force armée qui facilitera l'acheminement de l'aide humanitaire en Somalie, quand allons-nous faire de même en Bosnie? Sommes-nous prêts à faire de même au Liberia?

Autrement dit, il existe dans le monde d'autres régions qui sont déchirées par de profonds conflits et accablées par la souffrance humaine, les tragédies et la famine, et où une intervention internationale s'impose de toute urgence. Voici la question qui se pose: Cela crée-t-il un précédent ou choisissons-nous la tragédie à laquelle nous allons essayer de mettre un terme?

Ce matin, des Canadiens représentant des groupes d'intérêts très variés ainsi que des spécialistes dont les points de vue étaient extrêmement différents ont participé à une importante table ronde sur la situation en Bosnie-Herzégovine, mais tous se sont entendus sur une chose. À l'heure actuelle, les forces de l'ONU présentes en Bosnie sont dans une impasse, et il faut relancer, redéfinir et rétablir leur rôle d'une façon plus efficace. Il y a aussi un autre sujet important dont il faudrait débattre à la Chambre et qui concerne la question fondamentale des critères: Si l'on redéfinit la fonction de maintien de la paix, sur quels critères s'appuiera-t-on pour le faire? Quelles normes et valeurs appliquera-t-on? Allons-nous décider au cas par cas? Allons-nous élaborer une nouvel-